



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Industrie et commerce extérieur : personnel

Question écrite n° 65031

Texte de la question

M Jacques Barrot appelle l'attention de M le ministre de l'industrie et du commerce extérieur sur l'annulation du décret du 29 avril 1989 portant nomination de trente et un ingénieurs des instruments de mesure dans le corps des ingénieurs des mines par une décision du Conseil d'Etat en date du 8 juillet 1992. Il semblerait qu'un projet de loi de validation de ce décret soit en cours de préparation. Ce texte est contesté par le syndicat des ingénieurs des instruments de mesure qui regrette le refus du Gouvernement de fusionner le corps des ingénieurs des instruments de mesure avec celui des ingénieurs des mines et sa préférence pour intégrer dans le corps des ingénieurs des mines la moitié des ingénieurs des instruments de mesure, sans critère de choix clairement justifié et motivé. Il lui demande, en conséquence, de retirer le projet de loi de validation et de prendre un nouveau décret tendant à intégrer l'ensemble des ingénieurs concernés dans le corps des ingénieurs des mines.

Texte de la réponse

Reponse. - En 1987, le ministre de l'industrie, dans le cadre du rapprochement des divers corps techniques de fonctionnaires du ministère de l'industrie, a décidé l'intégration d'un certain nombre d'ingénieurs du corps des ingénieurs des instruments de mesure dans le corps des ingénieurs des mines. Cette décision est traduite dans le décret du 29 avril 1988 qui prévoit la procédure de sélection des ingénieurs des instruments de mesure susceptibles d'être intégrés dans le corps des mines, le corps des instruments de mesure étant mis en voie d'extinction. Cette procédure a été mise en œuvre en 1988 et 1989 et a abouti à un décret du 24 avril 1989 qui a intégré trente et un ingénieurs des instruments de mesure dans le corps des mines. Par arrêt en date du 8 juillet 1992, le Conseil d'Etat a annulé le décret d'intégration au motif que la commission administrative paritaire des ingénieurs des instruments de mesure, consultée sur la liste des candidats retenus par une commission de sélection ad hoc, s'est prononcée par un seul vote sur cette liste au lieu de procéder à un examen individuel de la situation de l'ensemble des candidats. La procédure prévoyait qu'une commission de sélection ad hoc, présidée par un conseiller d'Etat, examinerait les diverses candidatures. La composition de cette commission assurait son indépendance vis-à-vis des deux corps. En outre, le décret du 29 avril 1988 ne fixant pas le nombre d'agents à intégrer, cette commission n'avait pas à départager les candidats en fonction de leurs mérites relatifs, mais de leur aptitude à servir dans le corps des ingénieurs des mines. Les travaux de cette commission n'ont pas été remis en cause par le Conseil d'Etat. Le Parlement a récemment adopté l'article 70 de la loi portant diverses mesures d'ordre social, qui précise que « les décisions d'intégration dans le corps des ingénieurs des mines qui seraient prises en application du décret no 88-509 du 29 avril 1988 prendront effet à compter du 6 mai 1988 ». Cet article de loi ne valide pas les nominations annulées par le Conseil d'Etat. Il prévoit simplement de donner un effet rétroactif aux futures nominations qui seront prononcées après un nouvel examen du cas de tous les ingénieurs, de façon à ne pas léser ceux dont l'intégration a été annulée. Faute d'une telle rétroactivité, il aurait fallu reconstituer, sur quatre ans, les carrières de la majeure partie des ingénieurs des instruments de mesure et refaire les commissions administratives paritaires, au risque de commettre des injustices au détriment de certains agents qui devraient être rétrogradés et de créer ainsi de nouvelles sources de contentieux. La

procedure de selection pourra etre reprise dans le respect des regles fixees par le decret du 29 avril 1988. Les commissions prevues a cette fin seront a nouveau reunies dans un delai aussi bref que possible.

Données clés

Auteur : [M. Barrot Jacques](#)

Circonscription : - Union du Centre

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 65031

Rubrique : Ministeres et secretariats d'etat

Ministère interrogé : industrie et commerce extérieur

Ministère attributaire : industrie et commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 décembre 1992, page 5506